

Extrait du Registre des Délibérations
Séance du 5 avril 2018
Nombre des Membres en exercice : 78

OBJET : 2018-03-08- FISCA (7.2.1) - FIXATION DES TAUX DE FISCALITE DIRECTE 2018

DATE DE CONVOCATION : 29 MARS 2018

DATE DE L’AFFICHAGE : 13 AVRIL 2018 de l’extrait de Délibération

Le Conseil Communautaire, régulièrement convoqué, s’est réuni ce jour, dans la grande salle de réunion au 1^{er} étage du Bâtiment 200, site Kléber, à TOUL (54200), sous la présidence de Monsieur Fabrice CHARTREUX, Président.
L’ordre du jour est modifié et approuvé à l’unanimité, comme suit : retrait de la délibération 2018.03.37.

<u>Etaient présents :</u>	André FONTAINE, Jean-Louis CLAUDON, Gérald LIOUVILLE, Jean Paul LOUIS (ayant la suppléance de Jean Luc LEVIEVRE) , Claude MANET, Jean-Luc STAROSSE, Emmanuel PAYEUR, Bernard FABING (ayant la procuration de Pascal MATTEUDI à compter de la 2018.03.15), Serge ZUFFELLATO (ayant la suppléance de Jean-François SEGALT), Fabrice CHARTREUX, Laurent GUYOT, Francis SIEDLECKY, Roger SILLAI (ayant la procuration de Christophe MAURY), Isabelle GUILLAUME (ayant la procuration de Yolande AGRIMONTI), Patrice KNAPEK, André MAGNIER, Philippe MONALDESCHI (ayant la procuration de Michèle PILOT), Bruno BECK (ayant la procuration d’Isabelle GASPARD), Bernard DROUIN, Raphaël ARNOULD (ayant la procuration de Christine THERMINOT), Corinne LALANCE (ayant la procuration de Gérard BOULANGER), Damien BRASSEUR, Michel NOISSETTE, Régis MATHIEU, Clément VERDELET, Chantal PIERSON (présente à compter de la 2018.03.09), Bernard DEPAILLAT (départ à compter de la 2018.03.15), Philippe HENNEBERT (ayant la procuration de Chantal PIERSON du début à la 2018.03.08), François MANSION (ayant la procuration de Patrick THIERY), Jean-François MATTE, Kristell JUVEN, Patrick FLABAT, Gérald ERZEN (départ à compter de la 2018.03.15), Xavier RICHARD, Alde HARMAND, Lydie LEPIOUFF (ayant la procuration de Fabrice DE SANTIS), Jorge BOCANEGRA (ayant la procuration de Matthieu VERGEOT), Christine ASSFELD LAMAZE, Olivier HEYOB, Lucette LALEVEE, Gérard HOWALD, Marie VIOT (ayant la procuration de Catherine BRETENOUX), Malika GHAZZALE (ayant la procuration de Catherine GAY), Mustapha ADRAINI, Claudine CAMUS, Guy SCHILLING, Fatima EZAROIL (ayant la procuration d’Alain BOURGEOIS), Pascal MATTEUDI (départ à compter de la 2018.03.15), Etienne MANGEOT (ayant la procuration de Jean-Robert GORCE), Thierry BAUER (ayant la procuration de Véronique CARRIER), Marie-Jeanne CHRETIEN, Alain COCUSSE, Denis PICARD, Christelle AMMARI, Dominique PERRIN, Jean Pierre COUTEAU.
<u>Etaient excusés :</u>	Thierry COLLET, Jean-Luc LELIEVRE, Jean-François SEGALT, Yolande AGRIMONTI, Christophe MAURY, Jean-Robert GORCE, Michèle PILOT, Isabelle GASPARD, Gérard BOULANGER, Christine THERMINOT, Chantal PIERSON (excusée du début à la 2018.03.08), Patrick THIERY, Catherine BRETENOUX, Fabrice DE SANTIS, Alain BOURGEOIS, Matthieu VERGEOT, Catherine GAY, Véronique CARRIER.
<u>Avis de procuration :</u>	Du début à la 2018.03.07 : 15 procurations. De la 2018.03.08 à 2018.03.14 : 14 procurations. De la 2018.03.15 à la fin : 15 procurations.
<u>Avis de suppléance :</u>	Du début à la fin : 2 avis de suppléance.
<u>Secrétaire de séance :</u>	Guy SCHILLING
<u>Nombre de présents :</u>	Du début à la 2018.03.07 : 55 présents. De la 2018.03.08 à 2018.03.14 : 56 présents. De la 2018.03.15 à la fin : 53 présents.
<u>Nombre de votants :</u>	Du début à la 2018.03.14 : 70 votants. De la 2018.03.15 à la fin : 68 votants.

La Communauté de Communes issue de la fusion est à fiscalité professionnelle unique. Les impôts directs qui lui reviennent sont : la contribution économique territoriale (CET), composée de la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) et de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des entreprises (CVAE), la Taxe d'Habitation (TH), la Taxe sur le Foncier Bâti (TFB), la Taxe sur le Foncier Non Bâti (TFNB) ainsi que la taxe additionnelle (TAFNB), l'Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux (IFER) et la Taxe sur les Surfaces Commerciales (TASCOM).

Les taux d'IFER et de CVAE sont fixés au niveau national. Le Conseil de Communauté est tenu de fixer le taux de la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE), de la Taxe d'Habitation (TH), de la Taxe sur le Foncier Bâti (TFB) et de la Taxe sur le Foncier Non Bâti (TFNB).

Tel qu'indiqué à l'occasion du débat d'orientation budgétaire, la Communauté, comme l'ensemble des collectivités territoriales et intercommunalités, est confrontée à un défi d'envergure pour mettre en œuvre ses compétences dans le cadre de la baisse des dotations et de charges rigides potentiellement croissantes (le fameux « effet ciseaux » constaté nationalement par la Cour des Comptes), avec notamment les coûts induits de la nouvelle compétence de Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations », dite GEMAPI.

Au regard des projets d'envergure de la Communauté (Numérique en accompagnement de la Région Grand Est, extension du centre aquatique, reprise de nouvelles zones d'activité dont le Parc de Velaine-en-Haye...), en tenant compte des actions d'économie à opérer, faisant face à ses responsabilités et afin de préserver la capacité d'intervention de la Communauté, une hausse de fiscalité est proposée à l'occasion du vote du budget primitif 2018.

Dans le cadre de la réforme de la taxe d'habitation et en attendant les préconisations du groupe de travail qui sera constitué pour proposer une adaptation des bases minimum de Cotisation Foncière des Entreprises, la hausse de fiscalité peut être mise en œuvre par le biais d'une variation différenciée des taux : la variation du taux de taxe foncière sur les propriétés bâties est libre.

Ainsi, il est proposé de porter le taux de la taxe sur le foncier bâti, impactant tant les ménages que les entreprises, à 1,30% (soit une hausse de taux de 0,541%, pour un taux moyen pondéré de 0,759% en 2017), un niveau qui reste inférieur à la moyenne nationale des communautés de communes à fiscalité professionnelle unique (1,55%).

Il est proposé au Conseil de maintenir strictement les taux moyens pondérés des autres impositions directes.

Pour mémoire, faisant suite à la fusion intervenue au 1er janvier 2017, un lissage est en cours au sein de la Communauté pour réduire l'écart des taux de taxe sur le foncier bâti et non bâti et des taux de cotisation foncière des entreprises, chaque année jusqu'à l'application d'un taux unique en 2024 dans les communes membres.

Vu la loi n°99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale, dite Loi Chevènement ;

Vu la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code Général des Impôts ;

Vu le protocole général financier de fusion adopté par les EPCI préalablement à la fusion,

Vu le projet de budget 2018 et le produit nécessaire à l'équilibre du budget (produit fiscal attendu) ;
Vu le montant des bases prévisionnelles théoriques pour 2018 ;
Vu le débat d'orientation budgétaire du 21 février 2018 ;
Vu l'avis de la commission des maires réunie le 22 mars 2018 ;

**Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire, à la majorité,
Messieurs DEPAILLAT, FLABAT, COCUSSE, MANGEOT (ayant la procuration de M. GORCE),
ERZEN, BAUER (ayant la procuration de Mme CARRIER) et VERDELET, votant contre ;
Monsieur MANET et Madame AMMARI s'abstenant,
décide de :**

- **fixer le taux de taxe sur le foncier bâti à 1,30% pour l'année 2018**
- **fixer le taux de taxe sur le foncier non bâti à 2,36% pour l'année 2018**
- **fixer le taux de taxe d'habitation à 10,05% pour l'année 2018**
- **fixer le taux de cotisation foncière des entreprises à 22,26% pour l'année 2018**
- **acter de la réserve du taux de CFE capitalisée de 0,09%**

Ainsi délibéré en séance, les jours, mois et an avant-dits.

Le Président,
Fabrice CHARTREUX